

Le libertaire

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à FÉRENDEL

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE

9, RUE LOUIS-BLANC. — PARIS (10^e)

Chèque postal : Férendel 586-65 Paris

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à André COLOMER

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE :	POUR L'ÉTRANGER :
Un an . . . 10 fr.	Un an . . . 15 fr.
Six mois . . 5 fr.	Six mois . . 8 fr.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

De Charonne... au Palais-Bourbon

Dans un article concernant la libération d'André Marty, paru dans le *Libertaire*, il y a environ un mois, j'écrivais la phrase suivante : Si vous voulez faire de la politique et en vivre, vous n'aurez que l'embarras du choix.

Eh bien, Marty a choisi. Il a pris la route de la politique. Cette route a son point de départ à Charonne et son aboutissement au Palais-Bourbon.

Mes amis, mes prévisions se réalisent, car je vous confesse que j'avais toujours pensé cela.

Un de nos camarades qui a connu Marty en centrale me disait ceci : « Marty, c'est un bon type, mais il ne faut pas le prendre pour un révolutionnaire. C'est un vague démocrate, et en même temps un franc-maçon, voilà tout. Il avait dans la marine une situation d'avenir, quand il sortira de prison, la popularité qui lui aura été faite le conduira tout droit à la Chambre des députés. »

Notre camarade avait raison. Marty fut un chef dans la marine ; il sera chef dans la vie civile. Il ne sera pas le « simple adhérent » d'un parti. Il sera celui qui commande. Il formera les cadres de l'Armée Rouge.

Enfin ! Marty, vous voici donc « lancé » : en 1924, vous irez rejoindre les « ventres dorés ». Le parti dit communiste vous aidera à franchir les grilles de l'Aquarium parlementaire.

Vous y rencontrerez ceux qui vous refusent l'amnistie.

Oh ! je sais : vous serez dans l'opposition ! On commence toujours par là. Millerand doit sa fortune politique à cette méthode.

Vous serez, comme le révolutionnaire en « carton-bouilli » Vaillant-Couturier, un « député antiparlementaire ». Vous poserez votre derrière dans un fauteuil de l'extrême-gauche.

Vous pourrez même prendre la place de Jules Guesde. Tout comme vous, il a été en prison. Il connaît « Mazas » et « Sainte-Pélagie », comme vous avez connu Nîmes et Clairvaux.

Il tenait, à son époque, le même langage que vous tenez vous-même aujourd'hui. Tout comme vous, il voulait « abattre fondamentalement tout l'appareil de l'Etat bourgeois, le fonctionnarisme, la justice, l'armée, la police, etc., etc. ». Mais, pour accomplir ce travail immense, il y a deux méthodes.

La première est celle qui consiste à rester « dehors » pour abattre la forteresse : c'est la nôtre ; l'autre consiste à pénétrer dans la maison (oh ! pas pour la faire sauter)... pour y apporter la parole communiste (?)

Cette dernière méthode est celle qu'avait choisie Jules Guesde : c'est celle que vous avez choisie vous-même en adhérant au parti politique dit communiste.

Sorlant de « Mazas » et profitant lui aussi de la popularité qui lui avait été faite, il se laissa prendre le petit doigt dans l'engrenage parlementaire et, au bout de quelque temps, le corps entier y passa.

Ses débuts dans ce milieu de « coquins » furent très orageux. Il fit beaucoup de bruit.

Il « gueula » contre l'Etat bourgeois, contre la police, contre l'armée. (Ne fallait-il pas supprimer ces institutions ?) Puis, à la longue, sa fougue diminua. Puis... plus rien, il était mort.

En 1914, pendant que tous ses collègues socialistes volaient les crédits pour la « guerre du droit », il devint ministre.

L'Etat qu'il voulait abattre, il l'avait consolidé. La police qu'il combattait était à ses ordres. Et l'armée qu'il voulait détruire semait dans le monde entier la terreur et le crime dont il était un complice direct.

Point de départ : « Mazas ». Arrivée : « Ministère sans portefeuille ».

Pour vous, Marty, point de départ : Charonne. Arrivée : Palais-Bourbon, puis... qui sait ?

Vous serez, dans cette nouvelle Chambre de 1924, un « sujet de curiosité » pour les heureux vainqueurs du « Tourné électoral ». Parmi tous les « vœux », vous serez, au début, l'honorable.

Amis et adversaires voudront vous serrer les mains.

Vous pourrez même « boire le coup » avec les « gis » du bloc des gauches. Il y a à la Chambre un « abreuvoir » à cet usage, et les 21 conditions ne préviennent pas encore de sanction pour ce « genre d'exercice ».

Cachin, qui est un vieux routier et un « combinard », fera les présentations d'usage.

Tout d'abord, il pourra vous présenter au général Maunoury, avec lequel il a « guetté l'ennemi » il n'y a pas encore bien longtemps.

Vous verrez certainement aussi ce vieux « monarque du salut », l'amiral

Guépratte, et tous ceux qui, comme lui, ont demandé votre grâce. Car j'espère que pas mal de « parlementaires » de la Chambre actuelle réussiront encore à décrocher la timbale pour la « prochaine ».

Vous y rencontrerez probablement l'ordure de la rue de Rome, Léon Daudet, celui qui, à chaque séance, vous insultait basement. Surtout ne lui « cassez pas la gueule » si vous le brouillez dans les couloirs.

D'abord, parce que le marxisme défend les gestes individuels ; ensuite ça n'a rien de parlementaire.

Demandez à Vaillant-Couturier, il vous expliquera la manière. « Il sait y faire, lui ».

Il vous dira qu'il ne faut jamais se battre dans les couloirs du Palais-Bourbon, parce que d'abord c'est trop facile, l'adversaire pourrait se défendre ; et enfin ça ne se voit pas assez.

En séance, c'est là le bon endroit. On joue un peu au matamore. On fonce sur Léon Daudet ou sur un autre. Et on tombe dans les bras des huissiers.

Vous voyez, c'est sans danger, mais l'Officiel en parle et... l'Humanité aussi.

Mais j'oubliais que vous allez vous donner corps et âme à la question de l'amnistie intégrale.

Dans votre premier discours vous en parlerez certainement.

Vous pourrez évoquer Cottin, Gaston Rolland, Jane Morand, les déserteurs, insoumis, etc. (Inutile de parler de Sadoul, il n'est pas en cellule, il roule en train de luxe).

On vous criera : « Hou ! hou ! hou ! A bas les traitres ! » vous continuerez sur le même ton, vous serez censuré, et ce sera fini. C'est tout ce que l'action (?) parlementaire peut donner. Et il faudra donc revenir à l'action directe, à l'action de rue. Mais les dirigeants de votre nouveau parti n'y tiennent pas du tout à cette action-là.

Vous les avons déjà vus à l'œuvre.

Et puis enfin, soyons logiques, nevez-vous démentir, Marty, membre d'un parti comme le parti dit communiste, réclamer l'amnistie pour toutes les victimes qui sont encore dans les geôles de la république française ? Je dis que non. Car si on torture dans la France de Millerand, dans la Russie de Trotsky (ancien brigand devenu garde-chasse), vos amis de l'Internationale communiste agissent de la même façon.

Vous écririez l'autre jour ceci : « Quand on a pris le pouvoir, on ne le maintient que par la dictature... » Hé ! oui, les bourgeois font de même aujourd'hui ; ils appliquent « leurs dictatures ». Et vous n'avez pas le droit de vous en plaindre, puisque vous voulez les imiter.

Vous pourriez certainement beaucoup pour l'amnistie.

Pour cela, il eût fallu que vous restiez « au-dessus des partis », et vous auriez réalisé l'entente des révolutionnaires sur cette question. Vous n'avez pas compris de cette façon ; votre rôle est terminé.

Si vous dites aussi que vous avez des amitiés parmi les libertaires et que vous tenez à les conserver, impossible ! car je ne pense pas qu'un seul d'entre nous puisse avoir pour ami un homme qui, par son adhésion au parti communiste, se fait le complice des bourreaux des anarchistes en Russie.

Les anarchistes français ont pris votre défense. Ils ne l'avaient pas conditionnée.

Nous savions très bien que vous ne pensiez pas comme nous. Mais vous étiez une victime du moment, et cela nous suffisait.

Un dernier mot, Marty : changez de vocabulaire à notre égard. Ne dites plus les « camarades libertaires », car vous vous ferez laper sur les doigts. Pour Souvarine, Treint, Garçery, etc., nous sommes des « petits bourgeois », des contre-révolutionnaires. Imitiez-les donc, traitez-nous de la même façon qu'eux. Mais souvenez-vous de ce vieux proverbe : C'est au pied du mur que l'on voit le maçon.

C'est dans l'action révolutionnaire de demain que l'on connaîtra les véritables révoltés.

Pierre LE MEILLOR.

Avis important

C'EST LUNDI, A 9 HEURES, 39, RUE DE BRETAGNE, qu'aura lieu la première réunion des vendeurs du « Libertaire ».

A cette réunion préparatoire, nous invitons plus spécialement les jeunes gens avides de se dépenser pour la diffusion du Journal.

Des petits noyaux seront formés et nous nous mettrons aussitôt à l'œuvre pour répandre dans Paris et sa banlieue notre cher « Libertaire ».

Que d'ores et déjà nos amis se munissent du permis indispensable afin que dès la semaine prochaine le travail pratique fasse place aux dissertations.



Jetez votre pierre dans la mare aux grenouilles :

Souscrivez pour que le LIBERTAIRE QUOTIDIEN vive, libre !

Pendant qu'en Espagne...

Un bel article de Séverine...

...et une saleté de « l'Action Française »

A mon très grand regret, je n'ai pu assister, il y a huit jours, au grand meeting que donnait, d'accord avec l'Union des Syndicats, le Comité de Défense Sociale, en faveur de nos huit camarades espagnols, INCULPÉS A TORT dans le meurtre de l'Ex-président Dato.

Mais de nombreux militants m'ont dit leur joie d'avoir vu une salle pleine à craquer de protestataires indignés du mauvais coup qui se prépare actuellement dans l'ombre.

Il est souhaitable que la manifestation si bien réussie de la semaine dernière donne à réfléchir aux juges professionnels de Madrid.

Naturellement, nous ne connaissons du procès, commencé le 1^{er}, que les informations trop brèves de la grande presse.

Cependant, le *Quotidien* donne des détails assez précis sur la première journée du procès.

Allant plus loin que ses confrères dans la voie de la vérité, il écrit « qu'on a l'impression d'un procès d'étranglement ».

Lisez plutôt :

Les débats de l'affaire Dato ont commencé lundi, à la prison modèle de Madrid, dans une salle aménagée spécialement.

La salle étant exigüe se trouvait remplie par quinze avocats et journalistes, admis à y pénétrer seulement après l'examen le plus rigoureux. Ils remplissaient les deux tiers de l'espace disponible, le public n'ayant droit qu'à l'autre tiers. C'est dire que ce public était presque inexistant et que, comme dans les fameux procès Ferrer, en 1909, on avait l'impression d'un procès d'étranglement.

De plus, cinq juges au lieu de trois. Dès que le président déclare l'audience ouverte, tous les défenseurs protestent, au nom de leurs clients, contre l'absence des jurés, et demandant que les débats aient lieu par devant le jury. La Cour se retire pour en délibérer et rentre une heure et demie après, déclarant qu'il n'y a pas lieu d'admettre la demande de la défense. Lecture est aussitôt donnée de l'acte d'accusation.

La lecture de l'acte d'accusation terminée, le président et le procureur du roi interrogent Mateu qui déclare ne pas connaître Nicolau et nie toute participation à l'attentat. Il affirme que Casanella n'était pas à Madrid quand l'attentat fut commis.

Il rétracte systématiquement toutes ses déclarations au juge d'instruction au sujet des prétendus auteurs de l'attentat et de la manière dont celui-ci fut commis.

« Tout cela, assure-t-il, je ne l'ai dit que pour dépister la police et donner à mon ami Casanella le temps de se sauver, comme, en effet, il a réussi à le faire ».

Par le simple compte rendu qu'on vient de lire, on devine à peu près la situation tragique dans laquelle se trouvent nos huit camarades.

Pas de jury, mais des juges professionnels, pas de public assistant aux débats, oh ! si peu... ceux-ci se déroulant dans la salle d'une prison !

En un mot, sinistre parodie de justice, nous nous devons, à juste titre, nous émouvoir et avec nous, tous ceux qui ne sont pas dépourvus de tout sentiment d'humanité.

Séverine, notre grande Séverine, si près de nous par le cœur, n'a pas attendu pour dire son mot sur cette affaire.

Il y a bien quelque quarante ans que, par la plume, elle mène le bon combat contre les forces mauvaises qui nous régissent.

Aussi n'est-ce jamais en vain qu'on s'adresse à son cœur ainsi qu'à son talent, lorsqu'il s'agit de combattre l'injustice et l'iniquité.

Le procès des assassins de M. Dato à Madrid, 1^{er} octobre.

« Le procès des assassins de M. Dato s'est ouvert cet après-midi, en l'absence du jury. Les accusés sont au nombre de huit : le neveu, Casanella, a été en Russie. La peine de mort est demandée contre Mateu et Nicolau, considérés comme principaux coupables ; diverses peines de prison entre les autres. »

Vous avez bien lu, n'est-ce pas, la nouvelle tendancieuse ?

Alors que les journaux bourgeois observent une assez grande réserve quant à la culpabilité des inculpés, l'Action Française, elle, imprime en toutes lettres que nos camarades sont bien les assassins de M. Dato !

On bondit d'indignation devant la lâcheté des rédacteurs de cette feuille !

Comment ! Alors qu'il est depuis longtemps avéré que nos HUIT CAMARADES SONT COMPLETEMENT INNOCENTS du meurtre de l'ex-président ; alors qu'il est prouvé — malgré tous les ragots de police — qu'aucun de ces huit camarades n'a contribué à la suppression de l'ancien ministre ; alors qu'il appert nettement qu'aucun d'eux ne fut le complice de cet attentat, alors que la preuve de l'INNOCENCE de ces huit camarades n'est plus à faire, il se trouve un saligaud d'Action Française pour « arranger » à sa manière le texte d'une dépêche indiquant l'ouverture du procès et laisser ainsi comprendre aux lecteurs dudit journal — lequel doit avoir des amis en Espagne — que nos amis sont des assassins et que, naturellement, on doit les condamner.

JOLIS PROCÈDES QUE VOUS AVEZ, MESSIEURS, JOLIS MOYENS QUI PROVOQUENT LE DEGOUT DE TOUS LES HOMMES PROPRES, MAIS DONT VOUS PORTERIEZ LA RESPONSABILITÉ SI NOS HUIT CAMARADES SONT CONDAMNÉS.

DERNIERE MINUTE. — Nous recevons à l'instant, du Comité « Pro Presos Dato », par l'intermédiaire de la C. N. T., la lettre suivante :

Barcelone, le 28-9-23.

Chers camarades du Libertaire, Nous nous adressons à vous avec la confiance que vous aiderez à sauver nos camarades Mateu et Nicolau, fausement accusés du meurtre du président Dato. L'aide de tous nous est aujourd'hui indispensable, car, ici, on ne nous laisse pas faire le moindre geste en faveur de nos camarades, parce qu'on craint la vérité, et nous ne pourrions faire éclater par nos propres moyens l'innocence de nos camarades. On s'acharne contre Mateu et Nicolau à un tel point que, pour être plus sûr de les condamner, la justice vient d'annuler les poursuites contre trois des inculpés, de disjoindre l'affaire de trois autres inculpés pour arriver à condamner à mort nos deux amis.

Ces faits nous sont confirmés par les avocats, parmi lesquels se trouve Barriobero, l'homme qui connaît le mieux les procès politiques.

Camarades, nous vous demandons de faire la plus grande agitation, car nous vous supposons au courant de l'établissement de la loi martiale, fait nouveau intervenu depuis sept jours seulement et contre lequel nous n'avons pu faire campagne à l'extérieur ; mais nous savons que, selon la loi, lorsqu'une affaire est instruite, elle doit venir devant le jury, même si celui-ci est supprimé. Cette clause de la loi n'a pas été respectée, et c'est sur quoi nous comptons pour sauver nos camarades de la mort si le prolétariat mondial n'empêche pas leur condamnation et leur assassinat.

Nous pensons que vous vous rendrez compte de la gravité des circonstances que nous traversons. Il nous reste à vous dire que, mercredi, nous avons envoyé à l'Humanité un télégramme que la censure a retenu. A la suite de ce télégramme, hier, la police et la gendarmerie sont venues perquisitionner au siège du Syndicat de la Méditerranée, dans l'espoir d'y trouver quelques choses intéressant le procès Dato ; mais ils ne purent arrêter personne, n'arrivant pas à découvrir celui qui avait envoyé à l'Humanité le télégramme par lequel nous vous remercions du meeting tenu dernièrement en faveur des inculpés. Ceci vous laissera comprendre ce que nous pouvons pour sauver nos camarades.

Le Comité « pro-presos Dato ».

Vous vous rendez compte, n'est-ce pas, mes camarades, que les nouveaux gouver-

COMITÉ GÉNÉRAL POUR L'AMNISTIE

Comité de Défense sociale — C. G. T. U. — Union Anarchiste — F. O. P. — A. R. A. C. — U. C. des Locataires — P. C. — U. S. C. — Comité Goldsky

Aux Travailleurs Français A TOUS LES GENS DE CŒUR

Le 14 juillet dernier, le gouvernement présidé par Poincaré, faisait connaître par de grands communiqués dans les journaux à sa solde, c'est-à-dire dans presque toute la presse de France, qu'une amnistie large ouvrirait les portes des prisons et des bagnes.

Hélas ! pour les malheureux qui y meurent et pour leurs familles en larmes, l'homme sinistre, qui rit parmi les tombes, a encore une fois menti. Si les portes se sont ouvertes pour Marty, si quelques mesures de clémence, ont so-disant diminué des peines, la grande majorité des dizaines de mille d'emprisonnés qui crévent chaque jour un peu, n'a eu pour toute grâce que la continuation du travail de bagnard, pour le plus grand profit des industriels qui s'enrichissent du travail des prisons.

La sinistre comédie va-elle continuer ? Se fichera-t-on continuellement des 20.000 malheureux et de leurs familles ?

Le gouvernement de coalition réactionnaire qui dirige notre pays, continuera-t-il cyniquement à se moquer du peuple entier qui exige depuis des années la libération de victimes de la guerre 1914-1918 ?

Y aura-t-il toujours deux poids et deux mesures ? L'Amnistie pour les affameurs, qui s'enrichissent de la misère du Peuple, l'Amnistie pour les généraux assassins qui firent fusiller sans motif des milliers de malheureux pendant la grande tuerie, et la prison et la mort pour les humbles, ceux qui souffraient sous la mitraille et qui eurent un geste de révolte contre l'immense tuerie.

Les grévistes du Havre condamnés, les mineurs de la Moselle, tous les fonctionnaires frappés pour leurs opinions, tous les camarades en exil attendent impatiemment l'Amnistie qui leur est due.

Cela ne tient qu'à vous Travailleurs, à vous, Gens de cœur. Vous êtes en France des millions qui voulez ce geste de pitié qui serait en même temps un geste de justice. Ils ne sont qu'une poignée de forçats qui après avoir voulu déclencher et maintenir la guerre, continuent à la désirer, préférant faire périr l'humanité que de reconnaître la stupidité et l'ignominie de leurs pensées et de leurs actes.

Hommes de cœur, Travailleurs, soyez avec nous pour la

Grande Journée de Protestation DU 28 OCTOBRE

Suivez nos Manifestations, nos Meetings, adressez à vos députés et sénateurs, qui se moquent de nous, nos Cartes Postales exigeant la libération immédiate de toutes les victimes. Appuyez notre effort par votre présence et votre parole.

Libérez-les ! Libérez-les tout de suite ! Si vous ne voulez pas voir mourir les martyrs qui, tous les jours, dépréssent sous les brutalités infamantes de la chienne.

EXIGEZ L'AMNISTIE !

Rappelez-vous que dans toutes les villes de France le 28 octobre est une journée de protestation contre le gouvernement de haine. Lisez nos affiches vous donnant rendez-vous pour cette date. NOUS COMPTONS SUR VOUS !

LE COMITÉ.

nants espagnols préparent un mauvais coup dans l'ombre.

Nos amis sont à la merci des fonctionnaires du nouveau régime : ils leur appartiennent complètement, totalement.

Face aux saligauds d'Action Française, face à tous ces lâches qui n'hésitent pas à recourir aux mensonges les plus vils pour perdre nos camarades, face à tous ces faussaires, organisons la défense de ces INNOCENTS !

Lucien LEAUTE.

P.-S. — On peut écrire à l'ambassade d'Espagne. Les lettres arrivant par milliers boulevard de Courcelles constituent un excellent moyen de protestation, car toutes sont lues, et ceux auxquels elles sont destinées pourront en faire leur profit.

UNION ANARCHISTE Groupe du Bourget-Drancy Samedi 6 Octobre, à 20 h. 30, Salle Chabrilange, place de la Mairie, à Drancy.

Grand Meeting « LA REACTION INTERNATIONALE » par Fister et Soubervielle

